



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

A/44/945  
S/21292  
9 mai 1990  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE  
Quarante-quatrième session  
Point 47 de l'ordre du jour  
QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SECURITE  
Quarante cinquième année

Lettre datée du 9 mai 1990, adressée au Secrétaire général par le  
Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation des  
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte d'une lettre datée du 9 mai 1990, qui vous est adressée par S. E. M. Ozer Koray, représentant de la République turque de Chypre-Nord.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale, au titre du point 47 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur.

Représentant permanent

(Signé) Mustafa AKSIN

ANNEXE

Lettre datée du 9 mai 1990, adressée au Secrétaire général  
par M. Ozer Koray

J'ai l'honneur de me référer au document de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité daté du 24 avril 1990 (A/44/938-S/21265), qui reproduit le texte de la lettre de M. Mavrommatis, représentant des Chypriotes grecs, dans laquelle celui-ci se plaint que j'ai demandé que les vues de mon gouvernement sur la question de Chypre soient portées à la connaissance des membres de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

Je n'ai pas besoin de rappeler que la question de Chypre doit être réglée à l'issue d'entretiens directs entre les dirigeants des deux communautés chypriotes négociant librement entre eux sur un pied d'égalité, sous l'égide de la mission de bons offices du Secrétaire général. Dans ces conditions, les deux parties ont au même titre le droit de faire connaître leurs vues sur la question de Chypre à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité. Il suffit pour se convaincre de la justesse de ce que j'avance de se reporter au texte de la résolution 649 (1990) du Conseil de sécurité.

Tout en s'élevant contre le fait que mon gouvernement expose ses vues sur la résolution relative à Chypre adoptée par le Parlement européen le 15 mars 1990 en invoquant qu'il s'agit d'un organe qui n'appartient pas au système des Nations Unies, M. Mavrommatis n'hésite pas à demander que le texte intégral de cette même résolution soit distribué en annexe à sa lettre du 23 avril 1990.

On se rend compte à quel point cette résolution est défectueuse à la lecture du dixième alinéa de son préambule, qui est libellé comme suit : "Estimant que la grande majorité des Chypriotes turcs déplorent eux aussi les manœuvres obstructionnistes de M. Denktas". Le 22 avril 1990, des élections présidentielles ont eu lieu dans la République turque de Chypre-Nord et M. Denktas, qui était l'un des trois candidats au siège présidentiel, a obtenu 66,7 % des voix. La grande majorité des Chypriotes turcs, en fait plus des deux tiers, ont accordé leur appui à M. Denktas et l'ont réélu Président de la République pour un nouveau mandat de cinq ans.

Je tiens également à rappeler qu'au paragraphe 5 de sa résolution 649 (1990), le Conseil de sécurité "demande aux parties concernées de s'abstenir de tout acte qui pourrait aggraver la situation". Le Chypriote grec s'efforce de créer un climat artificiel de tension et d'hystérie dans l'île, une campagne de désinformation étant menée contre la République turque de Chypre-Nord; le blocus économique, les restrictions aux déplacements, les efforts frénétiques de réarmement, l'appui de groupes suspects ayant des liens avec des terroristes sont tous des actes hostiles dirigés contre les Chypriotes turcs, qui rendent encore plus malaisés le rapprochement entre les deux parties de Chypre et la création d'une fédération. Cela complique en outre la mission de bons offices du Secrétaire général.